

Unité départementale du Var

Toulon le 02/02/2022

244 Avenue de l'Infanterie de Marine  
BP 50520  
83041 TOULON Cedex 9

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ECORECEPT**

Lieu-dit Les Selves  
83340 Flassans-sur-Issole

Références : D-UD83-2022-0070

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/02/2022 dans l'établissement ECORECEPT implanté Lieu-dit Les Selves 83340 Flassans-sur-Issole. L'inspection a été annoncée le 31/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée suite à l'incendie du 28 janvier 2022

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ECORECEPT
- Lieu-dit Les Selves 83340 Flassans-sur-Issole
- Code AIOT dans GUN : 0100001571
- Régime : Déclaration

ECORECEPT offre des services dans le traitement des déchets, notamment les déchets de construction mais également les déchets non-dangereux (papiers, cartons, ferrailles, plastiques, encombrants,...).

Les deux sites principaux de Six-Fours et La Garde sont équipés de chaînes de tri.

Le site de Flassans-Sur-Issole est de taille plus modérée, ses activités relèvent du régime de la déclaration au titre des ICPE

Elle fait partie du groupe BONIFAY.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suite de l'incendie du 28 janvier 2022

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Situation administrative 2716	Récépissé de déclaration du 20/12/2018	/	Mise en demeure, respect de prescription
règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.1 Règles d'implantation	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Incendie du 28 janvier 2022	Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-69	/	

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative 2710 2713 2714	Récépissé de déclaration du 04/12/2020	/	
Situation administrative 1532	Récépissé de déclaration du 09/11/2020	/	
Situation administrative rubrique 2780	Récépissé de déclaration du 07/11/2018	/	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incendie du 28 janvier 2022 a concerné un stock de taille modérée (entre 100 et 300 m<sup>3</sup>) de matières combustibles diverses, rapport d'accident à venir. L'exploitant, son voisin et les pompiers sont intervenus rapidement et ont éteint l'incendie. Les eaux d'extinction ont pu être récupérées dans un bassin étanche.

La situation administrative du site est quasi correcte en ce qui concerne les déclarations faites.

Toutefois l'exploitant :

- dépasse les seuils pour le stockage de plâtre,
- sur un point manifeste (respect des règles d'implantation), ses activités ne respectent pas les prescriptions. A noter que le déplacement de l'inspecteur visait la gestion de l'incendie et la situation administrative de l'établissement, mais pas la conformité aux prescriptions : il est possible que d'autres prescriptions ne soient pas respectées. Il appartient à l'exploitant de vérifier qu'il respecte toutes les règles.

A noter également que les activités 2716 et 2710 relèvent de la déclaration avec contrôle périodique par un organisme agréé : il est rappelé que l'exploitant doit effectuer le premier contrôle dans les 6 mois qui suivent la mise en service et ensuite tous les 5 ans.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle : Incendie du 28 janvier 2022**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2010, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rapport d'accident
<b>Prescription contrôlée :</b> Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant « au préfet et » à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident « les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, » les effets sur les personnes et l'environnement « les mesures d'urgence prises, » les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. « Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. »
<b>Constats :</b> Les déchets qui ont été en feu sont isolés. Le volume est modéré (90 m3 selon l'exploitant). Il n'y a plus de fumées.  L'exploitant indique : <ul style="list-style-type: none"><li>- les déchets en question proviennent du refus de tri des encombrants,</li><li>- les déchets sur le site sont triés d'abord par un grappin (séparation des matelas et caoutchouc) puis par un tapis vibrant et deux postes de tri manuel qui ont pour vocation de séparer le bois, les plastiques, la ferraille et les inertes.</li><li>- le feu a pris dans le stockage issu du premier tri au grappin (matelas et caoutchouc), par une fusée de détresse ou autre dispositif pyrotechnique.</li></ul> Le système de détection par infra rouge a prévenu l'exploitant automatiquement, ainsi que l'industriel voisin (SBVE) par téléphone. Intervention d'un personnel de la carrière exploité par BONIFAY et du personnel de SBVE, et des pompiers. Déchets étalés et arrosés. Site placé sous gardiennage. Vu les eaux d'extinction recueillies dans un bassin béton. L'exploitant indique les éliminer dans une filière ad hoc compte tenu des eaux chargées.  Demande par l'inspection de transmettre un rapport d'accident simple contenant : <ul style="list-style-type: none"><li>- un justificatif de l'élimination des eaux polluées;</li><li>- le justificatif de l'élimination des déchets partiellement ou totalement brûlés,</li><li>- d'alerter le producteur des déchets pour qu'il organise la collecte des systèmes pyrotechniques dans ses déchetteries.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

**Nom du point de contrôle : Situation administrative 2716**

<b>Référence réglementaire :</b> Récépissé de déclaration du 20/12/2018
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déclaration 2716
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformité avec la déclaration faite pour la rubrique 2716 : 999 m3
<b>Constats :</b> Le stock de déchets entrants est assez faible, environ 200 à 400 m3 et relève de la 2714.  le stock de ferraille relève de la 2713, le stock de papier/carton de la 2714.  Le stock de déchets verts non dangereux relève de la 2714 si la fraction ligneuse a été séparée, avec les autres déchets de bois, mais de la 2716 si les déchets verts n'ont pas été séparés.  Le bois relève de la 1532, mais les palettes cassées de la 2714 s'ils ont été apportés comme déchets.  Il est vu un stock de plâtre. Après vérification des entrées et sorties, le stock est de l'ordre de 300 tonnes, et représente environ 1500 m3, ce qui est supérieur au seuil supérieur de déclaration de 1000 m3.  A noter que la déclaration mentionne que les installations sont à la même adresse que l'adresse administrative de la société 201 Quartier Peyrouas alors qu'elles sont au lieu-dit "Les Selves" à Flassans-sur-Issole : ce sera à corriger à l'occasion d'une prochaine déclaration
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Situation administrative 2710 2713 2714**

<b>Référence réglementaire :</b> Récépissé de déclaration du 04/12/2020
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques 2713, 2710, 2714
<b>Prescription contrôlée :</b> Seuils déclarés : - 2710.2-b (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets) : 280 m3; - 2713-2 (Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux) : 800 m3 - 2714-2 (Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non-dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) : 900 m3
<b>Constats :</b> Le stock de déchets entrants non trié est de l'ordre de 200 à 400 m3 (2714)  Le volume des encombrants triés au grappin (matelas et caoutchouc) et des plastiques est de l'ordre de 200 à 400m3  Peu de stock de papiers cartons et de ferraille.  Pas ou très peu de stock de bois au sens de la 2714.  A noter une coquille dans la déclaration : il est indiqué la même adresse administrative que le siège situé 201 Quartier Peyrouas à Flassans Sur Issole : ce sera à corriger lors d'une prochaine déclaration.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**Nom du point de contrôle : Situation administrative 1532**

<b>Référence réglementaire :</b> Récépissé de déclaration du 09/11/2020
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, 1532
<b>Prescription contrôlée :</b> 1532-3 Stockage de bois ou de matériaux combustibles : 5000 m3
<b>Constats :</b> Ecorecept avait fait une première déclaration à hauteur de 19900 m3 le 3 juillet 2019. suite à l'arrivée de la société SBVE sur la plateforme, une modification de la déclaration a été faite à 5000 m3 le 9 novembre 2020.  Lors de la visite, il a été vu un stock de bois que l'exploitant indique être du bois créosoté de poteaux électriques ou traverse de chemin de fer. Le stock est manifestement inférieur à 1000 m3.  Les livraisons de bois s'effectuent directement chez la société SBVE.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : Situation administrative rubrique 2780**

<b>Référence réglementaire :</b> écépissé de déclaration du 07/11/2018
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, 2780.1-c
<b>Prescription contrôlée :</b> Situation administrative pour le compostage de déchets non-dangereux déclaré à 29 tonnes/jour
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que l'activité de compostage est suspendue depuis l'arrivée de la société SBVE fin octobre 2020.  L'activité devrait reprendre selon l'exploitant après le départ de la société SBVE.  L'inspection rappelle, au titre du R.512-74, que la déclaration deviendra caduque si le compostage n'a pas été exploité pendant 3 ans, c'est à dire fin octobre 2023 (il faudra alors déposer de nouveau une demande ICPE).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle : règles d'implantation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, Annexe I, article 2.1 Règles d'implantation
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les rubriques n° 2711, 2714 et 2716, .... les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage en extérieur... sont éloignées des limites du site de a minima 1,5 fois la hauteur, avec un minimum de 20 mètres, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m2) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.
<b>Constats :</b> Les déchets de plastiques et cartons sont adossés à un mur, qu'ils dépassent, derrière lequel est entreposé un stock de sciure de la société SBVE, qui lui-même dépasse en hauteur le sommet du mur séparatif.  Non-respect de l'article 2.1
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription